

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 144

16 janvier 2014

### SOMMAIRE

AC Balanced Real Return S.A. SICAV-SIF .....	6877	HaMer Holding S.à r.l. ....	6892
Aircraft Solutions Lux IV S.à r.l. ....	6910	Immobilière In der Ronnwies Sàrl .....	6893
Anglo American Amapa Investments ....	6910	Immo-Toitures S.à r.l. ....	6894
Anglo Chile Investments .....	6910	In der Schär S.à r.l. ....	6892
Anglo Platinum International .....	6893	JMB Lipton S.A. ....	6910
Catur Investments sp. z.o.o. Luxembourg Branch .....	6909	Joining Hands International Co. ....	6893
City One Luxembourg S.à r.l. ....	6893	Kalyna S.à r.l. ....	6875
Clickbus Holding II S.C.Sp. ....	6895	Koromo S.A. ....	6911
Colmet S.à r.l. ....	6897	Lealux Holdings S.A. ....	6893
COMAT, Conter et Cie .....	6896	Le Beau S.à r.l. ....	6909
Conchita S.A. ....	6896	Le Hameau .....	6908
Direct Management Consulting S.à r.l. ...	6897	Le Jardin d'Amandes S.à r.l. ....	6908
DKS S.à r.l. ....	6894	Le Pique Assiette S.à r.l. ....	6908
Dyle Investments S.à r.l. ....	6911	Lux Relais Sàrl .....	6876
Europlâtre S.à r.l. ....	6909	Luxury Trade S.A. ....	6892
Ferani Sàrl .....	6895	Meritas Luxembourg Holding S.à r.l. ....	6912
Financière du Sabre d'Or S.A.-SPF .....	6891	MOBIK Africa SA .....	6911
Fincater S.A. ....	6891	OCM Luxembourg Wembley Holdings S.à r.l. ....	6909
Fiscalité, Comptabilité, Gestion S.à r.l. ...	6894	Silver Knight B Lyon 2013 S.à r.l. ....	6898
Floorinvest Holding SPF S.A. ....	6892	Vis Capital S.A. ....	6911
Fourvision .....	6894	V Mortgage Investment Holdings S.à r.l. .....	6912
G5 Holding S.à r.l. ....	6909	Willbury Securities Holding S.A. ....	6866
Gattaca S.A. ....	6894	XTØ International S.A. ....	6898
Geosite C Sàrl .....	6891	Zerno S.A. ....	6897
Good Media Investment Holdings Sàrl ...	6877		

**Willbury Securities Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 59.076.

L'an deux mille treize, le quatrième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (PAssemblée") de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "WILLBURY SECURITIES HOLDING S.A.", établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 59076, (la "Société"), constituée originellement sous la dénomination sociale de "WILLBURY SECURITIES S.A.", suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date 25 avril 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 419 du 1<sup>er</sup> août 1997,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 2 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1052 du 22 novembre 2001, contenant notamment l'adoption par la Société de sa dénomination sociale actuelle.

L'Assemblée est présidée par Madame Alexia UHL, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et, par conséquent, changement de nationalité de la Société, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

2. Détermination du siège social à Castano Primo en Italie;

3. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois italiennes, modification et refonte subséquente des Statuts de la Société conformément aux prescriptions de la loi italienne;

4. Adoption pour la Société de l'objet social suivant:

"La Società ha per oggetto lo svolgimento, in Italia e all'estero, delle attività di:

- assunzione di partecipazioni in società o enti;

- gestione delle partecipazioni possedute;

- concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, ivi incluso il rilascio di garanzie, a favore delle società direttamente o indirettamente partecipate.

La società potrà inoltre, in via strumentale alle attività di cui sopra, compiere qualsiasi operazione, anche su beni immobili, necessaria od utile per il conseguimento dell'oggetto sociale (compreso il rilascio di garanzie personali o reali anche nell'interesse di terzi e l'assunzione di mutui e finanziamenti anche ipotecari). La società potrà inoltre ricevere finanziamenti dai propri soci o dalle altre società del gruppo, nel rispetto della normativa applicabile.

È comunque escluso l'esercizio di qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal T.U.F. nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazioni di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.B."

5. Fixation du terme de la Société au 31 décembre 2050;

6. Suppression des actions;

7. Délibération que par le transfert du siège social la Société n'est pas dissoute au Luxembourg ni liquidée et gardera sa personnalité juridique, en conséquence ce transfert comportera aussi le transfert en Italie de tous ses avoirs, de tout l'actif et de tout le passif, tout compris et rien omis;

8. Approbation des comptes sociaux, bilans et comptes économiques;

9. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la Société en Italie;

10. Nomination de Monsieur Lorenzo Vallarino GANCIA, né à Turin (Italie), le 20 juin 1930, demeurant à I-10121 Turin, Corso Matteotti 0 (zero), numéro fiscal VLLLNZ30H20L219Q, à la fonction de gérant unique ("Amministratore unico"), fixation de ses pouvoirs et du terme de son mandat;

11. Nomination d'un représentant ad hoc en Italie pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester en Italie en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

12. Nomination d'un représentant ad hoc au Luxembourg pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester au Grand-Duché de Luxembourg en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus;

13. Soumission des décisions proposées à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan et à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra;

14. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les mandataires et les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide:

- de transférer le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Castano Primo en Italie et, par conséquent, de reconnaître le changement de nationalité de la Société avec transformation d'entité de droit luxembourgeois en une entité de droit italien, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

- d'établir le siège social de la Société en Italie à I-20022 Castano Primo, Via Villorresi 48, et de conserver tous les livres et dossiers comptables de la Société au siège social, pour les besoins de l'article 2478 du Code Civil italien;

- d'adopter pour la forme sociale de la Société celle d'une société à responsabilité limitée soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux "società a responsabilità limitata" de droit italien et de changer la dénomination de la Société en "WILLBURY S.r.l.";

- d'adopter pour la Société l'objet social comme ci-avant reproduit dans l'ordre du jour sous le point 4);

- de fixer le terme de la Société au 31 décembre 2050;

- de supprimer les actions représentatives du capital social et de confirmer le capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR);

- de procéder à une refonte des Statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi italienne et de leur donner la teneur suivante:

### STATUTO SOCIALE

#### **Titolo I. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata**

**Art. 1.** La Società è denominata "WILLBURY S.r.l.".

**Art. 2.** La Società ha la sede legale in Castano Primo (MI).

Per volontà dell'Organo Amministrativo possono essere istituiti, modificati o soppressi, sia in Italia che all'estero, stabilimenti, depositi, filiali, succursali, agenzie, rappresentanze e dipendenze di ogni genere.

**Art. 3.** La Società ha per oggetto lo svolgimento, in Italia e all'estero, delle attività di:

- assunzione di partecipazioni in società o enti;

- gestione delle partecipazioni possedute;

- concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, ivi incluso il rilascio di garanzie, a favore delle società direttamente o indirettamente partecipate.

La società potrà inoltre, in via strumentale alle attività di cui sopra, compiere qualsiasi operazione, anche su beni immobili, necessaria od utile per il conseguimento dell'oggetto sociale (compreso il rilascio di garanzie personali o reali

anche nell'interesse di terzi e l'assunzione di mutui e finanziamenti anche ipotecari). La società potrà inoltre ricevere finanziamenti dai propri soci o dalle altre società del gruppo, nel rispetto della normativa applicabile.

È comunque escluso l'esercizio di qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal T.U.F. nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazioni di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.B.

**Art. 4.** La durata della Società è fissata sino al 31 dicembre 2050 e, fermo il disposto del successivo art. 29, potrà essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea Generale dei Soci.

## **Titolo II. Capitale - Partecipazioni - Strumenti finanziari partecipativi - Patrimoni destinati**

**Art. 5.** Il capitale sociale è stabilito in Euro 31.000,00 (trentunomila virgola zero zero).

Il capitale potrà essere aumentato anche mediante conferimenti di beni in natura e di crediti.

**Art. 6.** I soci possono effettuare finanziamenti alla Società in misura anche non proporzionale alle rispettive partecipazioni, sotto l'osservanza della vigente normativa in materia.

Salvo diversa determinazione i versamenti effettuati dai soci a favore della società devono considerarsi infruttiferi.

**Art. 7.** Limiti alla circolazione delle quote

I trasferimenti di quote, di diritti di opzione per la sottoscrizione e/o l'acquisto di quote, sono soggetti a prelazione secondo la disciplina prevista nei paragrafi che seguono.

1) Trasferimento delle quote.

A) Fatti salvi i casi espressamente previsti al successivo punto I, qualora un socio intenda trasferire, sotto qualsiasi forma, in tutto o in parte e anche ad altri soci, la quota di sua rispettiva titolarità dovrà preventivamente offrirla in prelazione agli altri soci, comunicando per iscritto tale intenzione al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società. Nella comunicazione devono essere indicate l'identità del potenziale acquirente, le condizioni della sua offerta, il corrispettivo e le modalità di pagamento, nonché ogni altro elemento rilevante dell'offerta.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro i (30) giorni successivi al ricevimento della informativa di cui al precedente comma, dovrà comunicare l'offerta agli altri soci.

B) Ciascuno dei soci che riceve l'offerta avrà diritto di esercitare la prelazione sulla quota che si intende trasferire in proporzione alla partecipazione posseduta dallo stesso, e la prelazione potrà essere esercitata da ciascun socio soltanto per l'intera quota, e non solo per parte della quota ad esso spettante in prelazione in ragione della partecipazione posseduta. Ove uno o più dei soci destinatari della comunicazione di cui sopra rinunciassero al diritto di prelazione, ovvero non esercitasse (nel termine di cui al comma successivo) il diritto di prelazione ad esso spettante, i relativi diritti si accresceranno automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene ai sensi del comma successivo.

Il diritto di prelazione deve essere esercitato dai soci che ne hanno diritto, a pena di decadenza, entro (60) giorni dal ricevimento della suddetta comunicazione, mediante missiva da inviare al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della società, entro (30) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, ovvero dal decorso del termine per l'esercizio della prelazione nel caso in cui non pervenisse qualche comunicazione, darà notizia a tutti i soci dell'esito dell'offerta in prelazione.

C) Qualora la prelazione venisse esercitata nel termine di cui sopra soltanto da alcuni dei soci, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società sarà tenuto ad offrire in prelazione la quota ancora disponibile ai soci che abbiano esercitato il diritto di prelazione, essendo inteso che gli stessi potranno esercitare la prelazione rispetto a tale quota in via proporzionale rispetto alla partecipazione da essi rispettivamente posseduta.

Tale offerta dovrà essere contenuta nella medesima comunicazione con la quale il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico informa i soci dell'esito della prelazione di cui al precedente punto B).

L'esercizio della prelazione rispetto alla quota disponibile dovrà essere comunicato al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, non oltre (30) giorni successivi dalla data di ricezione della comunicazione contenente la relativa offerta di cui al precedente comma, essendo inteso che, in mancanza di espressa indicazione contraria da parte del socio, la prelazione si intenderà esercitata rispetto alla totalità della quota disponibile nel caso in cui non tutti i soci oblati esercitassero il diritto loro spettante.

Anche dell'esito di tale ulteriore offerta, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (15) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, darà notizia a tutti i soci del risultato finale dell'offerta in prelazione.

Nel caso in cui, ad esito della procedura di cui sopra, la prelazione non risultasse esercitata rispetto alla totalità della quota offerta in prelazione, il trasferimento ai terzi della quota inoptata sarà soggetto al gradimento dell'Assemblea dei Soci ai sensi del successivo punto F). Dopo aver ottenuto il gradimento dell'Assemblea il socio offerente sarà libero di trasferire la quota inoptata esclusivamente all'acquirente individuato nella prima lettera di offerta in prelazione ed ai

medesimi termini e condizioni comunicati al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società.

Decorso tale termine senza che sia stato perfezionato il trasferimento, il socio offerente dovrà ripetere l'offerta in prelazione ai soci prima di alienare ad altri (ivi compreso l'acquirente individuato nella prima lettera di offerta in prelazione) la propria quota.

D) In caso di valido esercizio della prelazione, il trasferimento della quota ai soci avverrà ai medesimi termini e condizioni indicati nella prima lettera di offerta, presso il Notaio scelto di comune accordo dagli acquirenti.

Decorso tale termine senza che sia stato perfezionato il trasferimento a favore degli stessi soci, il socio offerente sarà libero di trasferire la quota offerta in prelazione esclusivamente all'acquirente individuato nella prima lettera di offerta. In questo caso, però, essendo oramai decorsi i termini indicati nella prima offerta, tale trasferimento ed il contestuale pagamento del prezzo dovranno essere perfezionati entro (30) giorni dalla data di ricevimento della comunicazione con la quale la Società avrà espresso il gradimento al trasferimento della quota di cui al successivo punto F).

Decorso anche tale termine senza che sia stato perfezionato il trasferimento a favore dell'acquirente individuato nella prima lettera di offerta, il socio cedente dovrà ripetere l'offerta in prelazione ai soci prima di alienare ad altri (ivi compreso l'acquirente individuato nella prima lettera di offerta in prelazione) la propria quota.

E) Il diritto di prelazione spetta anche in caso di trasferimento inter vivos a qualsiasi titolo che non preveda un corrispettivo in denaro, ovvero in caso di trasferimento gratuito, inclusi, a titolo meramente esemplificativo, le permuthe, le donazioni, i conferimenti in società od enti costituiti o costituendi, la cessione bonorum, la costituzione di usufrutto e l'assegnazione a seguito di escussione di pegno o di vendita forzata ed in genere qualsiasi altro atto od operazione che comporti, come effetto, il trasferimento della proprietà (anche nuda) della quota. Il diritto di prelazione spetta, altresì, in caso di trasferimento mortis causa della quota a favore di eredi o legatari diversi da quelli individuati al successivo punto I.

In tali casi il socio che intende trasferire la quota dovrà offrirla in prelazione agli altri soci, secondo quanto previsto ai punti che precedono e in conformità alla procedura qui di seguito indicata. In caso di trasferimento mortis causa ai sensi del presente punto E), gli eredi o legatari del socio defunto dovranno comunicare al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, l'apertura della successione, entro (90) giorni dalla morte del de cuius, con l'indicazione degli eredi e/o dei legatari e la descrizione della quota caduta in successione.

E1) In caso di trasferimento con corrispettivo non in denaro o a titolo gratuito, ovvero ancora in caso di trasferimento mortis causa ai sensi del precedente punto E), al fine dell'esercizio del diritto di prelazione, il prezzo sarà determinato secondo i medesimi criteri di determinazione del valore della quota di cui all'art. 2437-ter, secondo comma, del cod. civ..

In tutte queste ipotesi di trasferimento, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società darà comunicazione a tutti i soci del diritto di prelazione loro spettante, entro (30) giorni dalla data di ricevimento della notizia con la quale il socio trasferente abbia manifestato tale intenzione, ovvero gli eredi o legatari del socio defunto comunichino l'apertura della successione.

Ciascun socio che intenda esercitare il diritto di prelazione dovrà darne comunicazione al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, entro (30) giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al precedente comma, che sarà valida soltanto per tutta la quota, e non solo per parte ad esso spettante in prelazione in ragione della partecipazione posseduta. Qualora la prelazione venisse esercitata soltanto da alcuni dei soci aventi diritto, la quota ancora disponibile si intenderà automaticamente e proporzionalmente prelazionata da parte di quei soci che non vi abbiano espressamente rinunciato.

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (15) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, ovvero dal decorso del termine per l'esercizio della prelazione nel caso in cui non pervenisse qualche comunicazione, darà notizia a tutti i soci ed ai soggetti offerenti dell'esito della in prelazione.

Entro (60) giorni dal decorso del termine di (15) giorni per l'invio delle comunicazioni di cui al precedente comma, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società dovrà comunicare a tutti i soci ed ai soggetti offerenti, il valore della quota oggetto della prelazione, determinato ai sensi del primo comma del presente punto E1).

Entro (30) giorni dal ricevimento della comunicazione della determinazione del valore della quota, il socio offerente potrà revocare la propria offerta di vendita, mediante missiva da spedirsi al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società.

Parimenti, entro il medesimo termine di (30) giorni dal ricevimento della comunicazione della determinazione del valore della quota, il/i socio/i che abbia/no esercitato la prelazione potrà/anno revocare la propria dichiarazione di esercizio della prelazione a mezzo di missiva da spedirsi al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società. Per il caso in cui la dichiarazione di esercizio della prelazione sia revocata solo da alcuni dei soci che abbiano esercitato la prelazione i relativi diritti si accresceranno automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che non avranno esercitato tale facoltà di revoca e che non vi abbiano espressamente rinunciato al momento dell'esercizio della prelazione. Anche dell'esito di tale ulteriore fase, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico della Società, entro (15) giorni dalla data di ricevimento dell'ultima delle comunicazioni di cui in precedenza, darà notizia a tutti i soci ed ai soggetti offerenti.

Qualora, a seguito della revoca da parte di alcuni soltanto dei soci che abbiano esercitato la prelazione e/o della rinuncia da parte degli altri soci all'accrescimento proporzionale del proprio diritto di prelazione, l'esercizio della prelazione da parte degli altri soci non copra la totalità della quota offerta dal socio offerente, il diritto di prelazione si considererà non validamente esercitato e, pertanto, il socio offerente sarà libero, entro i successivi (30) giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al precedente comma, di trasferire la quota offerta in prelazione all/i soggetto/i indicato/i nella prima comunicazione inviata al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società, nei termini ed alle condizioni indicati nella stessa comunicazione, purché ottenga, preventivamente, il gradimento dell'Assemblea ai sensi del successivo paragrafo F). In caso di mancato ottenimento del gradimento da parte dell'Assemblea ovvero, in ogni caso, decorso il periodo per il trasferimento della quota offerta di cui sopra, la quota sarà nuovamente soggetta alla clausola di prelazione.

Nel caso di esercizio della prelazione da parte dei soci, il trasferimento della quota e il pagamento del prezzo determinato come sopra previsto dovranno avere luogo contestualmente non oltre (60) giorni dalla comunicazione della determinazione del prezzo.

E2) Salvo il caso di dissenso previsto dal presente capoverso, la procedura di determinazione del valore della quota, indicata al precedente punto E1), non troverà applicazione nel caso in cui il socio offerente intenda trasferire la quota a fronte di un corrispettivo rappresentato da azioni quotate in un mercato regolamentato italiano o estero. In tale ipotesi, la prelazione potrà essere esercitata da parte degli altri soci, nei termini e con le modalità previsti alle precedenti lettere A), B), C) e D), riconoscendo al socio offerente un prezzo unitario per quota pari all'importo che risulterà dividendo (a) il prezzo medio ponderato registrato dalle azioni offerte dal terzo al socio offerente (i) negli ultimi dodici mesi precedenti (decorrenti, a ritroso, dalla data della comunicazione del socio offerente di cui alla precedente lettera A), ovvero (ii) nel caso in cui tali azioni siano quotate nel mercato regolamentato da meno di dodici mesi, in tutto il periodo compreso tra il primo giorno di negoziazione e la data comunicazione del socio offerente di cui alla precedente lettera A, moltiplicato per il numero di azioni quotate offerte dal terzo al socio offerente; per (b) il valore nominale della quota offerta in prelazione dal socio offerente. Alla procedura di determinazione del valore della quota si farà ricorso, ad istanza anche di uno solo dei soci interessati, in caso di contestazione in ordine alla determinazione del prezzo della quota offerta in vendita, essendo inteso che, in tal caso, l'Organo Amministrativo della Società sarà tenuto ad applicare rigorosamente la formula sopra prevista.

F) In ogni caso in cui la prelazione non sia esercitata dagli altri soci ai sensi dei punti che precedono per la totalità della quota posta in vendita, il Socio offerente dovrà ottenere dall'Assemblea Ordinaria dei Soci il preventivo gradimento all'ingresso del terzo a cui intende trasferire la propria partecipazione.

Il socio offerente dovrà, pertanto, inviare al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico della Società la proposta del terzo potenziale acquirente, indicando le generalità dello stesso, il prezzo per quota proposto e le modalità di trasferimento. L'Organo Amministrativo della Società dovrà, senza indugio, compiere quanto necessario affinché si tenga un'Assemblea dei Soci in sede ordinaria che si pronunci sul gradimento.

L'Assemblea dei Soci potrà rifiutare il proprio gradimento al trasferimento con solo motivata deliberazione qualora, per condizioni oggettive o per l'attività svolta, direttamente o indirettamente, l'ingresso del potenziale acquirente nella compagine sociale possa risultare pregiudizievole per il perseguimento dell'oggetto sociale o confliggente con gli interessi della Società, ovvero ancora anche solo potenzialmente lesivo della reputazione ed onorabilità degli altri soci.

Qualora il gradimento venga immotivatamente negato, il socio che intende alienare la propria quota potrà recedere dalla società dandone comunicazione scritta mediante lettera raccomandata. La quota di liquidazione sarà determinata secondo le modalità e nella misura prevista dall'art. 2437-ter del Codice Civile e dovrà essere corrisposta al socio entro 30 giorni dal ricevimento della comunicazione di richiesta da parte del socio.

G) I precedenti punti sotto le lettere A), B), C), D), E) e F) del presente art. 7 si applicano anche al trasferimento dei Diritti, peraltro con la sola precisazione che tutti i termini previsti nella clausola sono ridotti alla metà.

H) Tutti i termini stabiliti dai precedenti punti A), B), C), D), E), F) e G) del presente art. 7 per l'esercizio di diritti riconosciuti ai soci devono intendersi perentori.

I) Il diritto di prelazione non spetta agli altri soci in caso di trasferimento inter vivos o mortis causa da parte di un socio della propria quota al coniuge ed ai discendenti o ascendenti in linea retta.

Il socio non può, senza il consenso della maggioranza dei soci, espresso anche per lettera, sottoporre volontariamente tutta o parte della propria quota (o il diritto di opzione) a pegno o costituirla in garanzia o in usufrutto. Tale consenso non potrà essere rifiutato ove il diritto di voto relativo alla quota costituita in pegno, a garanzia o in usufrutto rimanga in capo al costituente.

I trasferimenti in violazione del diritto di prelazione dei soci o in assenza del gradimento dell'Assemblea dei Soci previsto alla precedente punto F) sono privi d'effetto nei confronti della Società e, pertanto, non possono essere annotati sul libro dei soci.

Ogni trasferimento ha effetto nei confronti della Società dal momento della sua iscrizione nel libro dei soci.

**Art. 8.** La Società può emettere titoli di debito

### Titolo III. Assemblée

**Art. 9.** L'Assemblée, regolarmente convocata e costituita, rappresenta l'universalità dei Soci e le sue deliberazioni obbligano tutti i Soci ancorché assenti o dissenzienti, nei limiti della legge e del presente statuto.

**Art. 10.** L'Assemblée per l'approvazione del Bilancio di esercizio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro centoventi (120) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale e, ove consentito a norma dell'ultimo comma dell'articolo 2364 C.C., entro centottanta (180) giorni dalla chiusura dell'esercizio.

L'Assemblée é inoltre convocata ogni qualvolta l'Organo amministrativo lo ritenga opportuno, e nei casi di legge.

**Art. 11.** Ogni Socio può farsi rappresentare nella Assemblée, mediante delega scritta, conferita a norma di legge.

**Art. 12.** L'Assemblée è convocata dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, ovvero da altro soggetto da questi incaricato, o dall'Amministratore Unico anche fuori dal Comune della sede legale purché in Italia o in altro stato Europeo, mediante avviso contenente l'indicazione del giorno, dell'ora, del luogo dell'adunanza (nonché dei luoghi eventualmente ad esso collegati in via telematica) e l'elenco delle materie da trattare.

L'Assemblée viene convocata mediante avviso comunicato, ai soci iscritti nel libro dei soci al rispettivo domicilio, con qualsiasi mezzo idoneo a fornire la prova dell'avvenuto ricevimento almeno otto giorni prima di quello fissato per l'Assemblée.

In caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di utenza telefax o all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito, che siano stati espressamente comunicati dal socio o che risultino dal libro dei soci.

**Art. 13.** L'Assemblée è regolarmente costituita e delibera validamente in prima e seconda convocazione con l'intervento ed il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

Tuttavia l'Assemblée di seconda convocazione, limitatamente alle deliberazioni in ordine al Bilancio e alla nomina delle cariche sociali, si costituisce qualunque sia la parte di capitale rappresentata dai soci e delibera a maggioranza assoluta degli intervenuti, ivi compresi gli astenuti.

**Art. 14.** L'Assemblée è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico o e, in caso di assenza o impedimento, da chi ne fa le veci: in loro assenza, l'Assemblée è presieduta da altra persona designata dall'Assemblée stessa a maggioranza dei presenti.

Il Presidente dell'Assemblée, anche a mezzo del segretario, verifica la regolarità della costituzione dell'Assemblée, accerta l'identità e la legittimazione degli intervenuti, verifica la conformità delle deleghe alle norme in vigore, regola lo svolgimento dei lavori, stabilendo modalità di discussione e di votazione (non a schede segrete) ed accerta i risultati delle votazioni.

Il Presidente dell'Assemblée è assistito da un segretario, anche non socio, nominato dall'Assemblée.

Nei casi di legge, o quando il Presidente dell'Assemblée lo reputi opportuno, il verbale è redatto da un notaio designato dallo stesso Presidente, senza che sia necessaria la nomina del Segretario.

Le deliberazioni dell'Assemblée devono constare da verbale redatto ai sensi di legge e sottoscritto dal Presidente e dal Segretario o dal Notaio.

**Art. 15.** L'Assemblée anche in seconda convocazione, può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che:

a) sia consentito al Presidente dell'Assemblée, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi Assembleari oggetto di verbalizzazione;

c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

d) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di Assemblée totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente dell'Assemblée ed il soggetto verbalizzante.

**Art. 16.** E' ammesso il voto per corrispondenza, disciplinato come segue:

a) possono votare per corrispondenza i soci che ne abbiano fatto richiesta scritta da conservarsi agli atti sociali e da annotare sul libro soci;

b) l'organo sociale o il Tribunale che convocano l'Assemblée devono precisare nella convocazione se il voto per corrispondenza è ammesso. In nessun caso è ammesso il voto per corrispondenza per la delibera sull'azione di responsabilità nei confronti degli amministratori;

c) il testo della delibera da approvare o delle diverse proposte di delibera su cui votare deve essere riportato integralmente sulla scheda di voto;

d) se le schede di voto non sono allegate alla comunicazione della convocazione dell'Assemblea, la convocazione deve indicare con quali modalità i soci possano richiedere ed ottenere le schede per l'esercizio del voto per corrispondenza, nei termini necessari per un informato esercizio del diritto di voto;

e) il computo delle schede di voto per corrispondenza avviene:

- al momento della costituzione dell'Assemblea al fine di verificare che sussista il quorum costitutivo;

- al momento della espressione del voto da parte dei soci, al fine di verificare che sussista il quorum deliberativo;

f) per il caso di modifica o integrazione delle proposte sottoposte all'Assemblea, il titolare del diritto che ha espresso il voto può preventivamente manifestare la propria volontà, scegliendo fra l'astensione, il voto contrario e l'adesione alle proposte di voto espresse dall'organo amministrativo o da altro socio;

g) le schede dei voti espressi per corrispondenza vanno conservate agli atti sociali;

h) nel caso di voto espresso per corrispondenza occorre disporre un adeguato sistema di comunicazione delle delibere assunte dall'Assemblea, al fine di agevolare i soci astenuti o dissenzienti nell'esercizio dei propri diritti.

#### **Titolo IV. Organo amministrativo**

**Art. 17.** La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in occasione della relativa nomina:

(a) da un amministratore unico;

(b) da un consiglio di amministrazione, composto da un numero minimo di tre membri ad un numero massimo di sette, anche non soci, secondo le determinazioni dell'Assemblea.

Per organo amministrativo si intende, a seconda dei casi, l'amministratore unico o il consiglio di amministrazione.

L'Organo Amministrativo viene nominato per il periodo determinato dai Soci o a tempo indeterminato, salvo revoca senza necessità di giustificati motivi. Esso decade dalla carica nei casi previsti dalla Legge e dal presente Statuto.

Ove il numero degli amministratori sia stato determinato in misura inferiore al massimo statutario, l'Assemblea ordinaria, durante il periodo di permanenza in carica del Consiglio, potrà aumentare tale numero nei limiti, appunto, del massimo statutario. I nuovi amministratori così nominati scadranno insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

In caso di cessazione di uno o più amministratori, si provvede alla loro sostituzione ai sensi di legge. L'Assemblea ordinaria può tuttavia deliberare di ridurre, nei limiti di statuto, il numero dei componenti il Consiglio a quello degli amministratori in carica per il periodo residuo.

Se, per dimissioni o altre cause, vengono a mancare la metà, in caso di numero pari, e più della metà, in caso di numero dispari, degli amministratori in carica, si intende decaduto l'intero Consiglio con effetto dal momento della sua ricostituzione, e deve immediatamente convocarsi, da parte degli amministratori rimasti in carica, l'Assemblea per la nomina del nuovo Consiglio di Amministrazione.

**Art. 18.** Nella prima adunanza successiva alla propria nomina, il Consiglio di Amministrazione elegge tra i suoi membri il Presidente, se questi non è già stato eletto dall'Assemblea. Il Consiglio può nominare uno o più Vice-Presidenti, che sostituiscano il Presidente in caso di assenza o impedimento e può delegare, nei limiti di legge, le proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi componenti determinandone i poteri. Il Consiglio può inoltre nominare un segretario del Consiglio, scelto anche al di fuori dei suoi componenti.

Il Consiglio di Amministrazione può nominare, con facoltà di delega ai sensi dei commi che precedono, direttori generali e procuratori ad negotia o per categoria di atti determinandone i poteri.

Gli organi delegati riferiscono al Consiglio di Amministrazione e all'Organo di Controllo, almeno ogni sei mesi, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione nonché sulle operazioni di maggior rilievo per le loro dimensioni e caratteristiche, effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

**Art. 19.** Il Consiglio di Amministrazione si raduna presso la sede sociale o altrove, in Italia o in altro stato Europeo, su convocazione del Presidente, o di chi ne fa le veci, ogni qualvolta questi lo ritenga opportuno, oppure quando gliene facciano richiesta almeno due Amministratori, o l'Organo di Controllo.

L'avviso di convocazione deve essere trasmesso mediante lettera raccomandata, telefax o posta elettronica (purché ne sia riscontrato il ricevimento) da inviarsi cinque giorni prima della riunione, salvo i casi di urgenza, per i quali sarà sufficiente il preavviso di un giorno.

Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito qualora, anche in assenza di convocazione nei modi sopra previsti, siano intervenuti tutti i Consiglieri in carica e tutti i Sindaci Effettivi.

Le adunanze sono presiedute dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, o dal Vice-Presidente o dall'Amministratore Delegato più anziano, e, in caso di loro assenza od impedimento, dall'amministratore più anziano di età.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio si richiede la partecipazione effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei Consiglieri partecipanti alla riunione; in caso di parità, prevale il voto di chi presiede.

Delle deliberazioni del Consiglio si redige un verbale, firmato dal Presidente della seduta e dal segretario, sul libro delle adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione, tenuto a norma di legge.



Le riunioni del Consiglio di Amministrazione possono altresì essere validamente tenute in videoconferenza o audioconferenza, purché risulti garantita l'esatta identificazione delle persone legittimate a presenziare dagli altri capi del collegamento, la possibilità di tutti i partecipanti di intervenire oralmente, in tempo reale, su tutti gli argomenti, di poter visionare e ricevere documentazione e di poterne trasmettere; dovranno tuttavia essere presenti almeno il Presidente e il segretario nel luogo di convocazione scelto per la riunione ove si considererà tenuto il Consiglio di Amministrazione.

**Art. 20.** Quando all'Amministrazione della Società sia stato nominato un Amministratore Unico, allo stesso spettano la rappresentanza legale della Società e, con firma libera, tutti i poteri per l'ordinaria e straordinaria amministrazione, senza alcun limite, salvo quanto inderogabilmente disposto dalla legge o dal presente Statuto.

**Art. 21.** Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società, ed ha la facoltà di compiere tutti gli atti, anche di disposizione, che ritenga opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, ad eccezione soltanto di quanto per legge e per statuto sia espressamente riservato all'Assemblea.

**Art. 22.** L'Assemblea può assegnare all'Organo Amministrativo un compenso annuale, che resterà invariato fino a diversa deliberazione dell'Assemblea stessa.

Agli Amministratori verranno rimborsate le spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni.

Le modalità di riparto del compenso annuo stabilito dall'Assemblea per il Consiglio di Amministrazione sono determinate con deliberazione del Consiglio medesimo.

Il Consiglio di Amministrazione potrà assegnare uno speciale compenso, oltre all'eventuale rimborso delle spese, al Presidente, ai Vice-Presidenti, all'Amministratore delegato e agli Amministratori cui sono affidati speciali incarichi, sentito il parere dell'Organo di controllo ove previsto ai sensi dell'art. 2477 c.c.

L'Assemblea può altresì determinare un compenso complessivo per tutti gli amministratori, compresi quelli investiti in particolari cariche in conformità allo statuto. In difetto, per questi ultimi provvede il Consiglio di Amministrazione sentito il parere dell'Organo di controllo ove previsto ai sensi dell'art. 2477 c.c..

#### **Titolo V. Rappresentanza sociale**

**Art. 23.** La firma sociale e la rappresentanza legale della Società di fronte ai terzi ed in giudizio spettano all'Amministratore Unico o disgiuntamente al Presidente del Consiglio di Amministrazione e ad eventuali Vice-Presidenti; competono inoltre a tutti gli Amministratori delegati nell'ambito dei poteri loro attribuiti dal Consiglio di Amministrazione e con le modalità di firma dallo stesso stabilite.

I componenti del Consiglio di Amministrazione, anche se non in possesso di delega permanente, hanno la firma sociale e rappresentano la Società di fronte ai terzi per l'esecuzione delle delibere assunte dal Consiglio di Amministrazione di cui siano specificatamente incaricati.

Salvo diversa disposizione consigliare, la rappresentanza legale spetta ai soggetti di cui ai precedenti commi in via disgiunta tra loro.

#### **Titolo VI. Organo di controllo**

**Art. 24.** Il controllo contabile della società, quando obbligatorio per legge, sarà esercitato dall'organo nominato dall'assemblea ai sensi dell'art. 2477 C.C. e successive modifiche.

Tale organo ha anche funzioni di controllo contabile.

#### **Titolo VII. Bilancio ed utili**

**Art. 25.** L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

**Art. 26.** Gli utili netti risultanti dal bilancio verranno assegnati come segue:

5% a fondo di riserva, prescritto dalla legge;

il residuo ai soci in misura proporzionale alla partecipazione sociale da ciascuno posseduta, salvo diversa destinazione dell'Assemblea.

**Art. 27.** L'Organo Amministrativo ha la facoltà di deliberare la distribuzione di acconti sui dividendi nei limiti e con le forme previsti dalla legge.

**Art. 28.** I dividendi saranno pagabili presso la sede della Società e negli altri luoghi, che saranno individuati dall'Organo Amministrativo.

I dividendi non reclamati entro cinque anni, dal giorno in cui divennero esigibili, saranno prescritti a favore della Società.

#### **Titolo VIII. Recesso**

**Art. 29.** I soci hanno diritto di recesso nei casi in cui il diritto è inderogabilmente previsto dalla legge. Il recesso non spetta per le delibere riguardanti:

- a) la proroga del termine di durata della Società;
- b) l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione delle azioni.

## **Titolo IX. Liquidazione**

**Art. 30.** In caso di scioglimento anticipato della società, l'Assemblea determinerà la modalità della liquidazione e provvederà alla nomina di uno o più liquidatori, fissandone i poteri ed il compenso ai sensi di legge.

## **Titolo X. Disposizioni generali**

**Art. 31.** La Società è sottoposta alla giurisdizione della autorità giudiziaria ordinaria e di giustizia amministrativa di Milano.

**Art. 32.** Ai fini di qualsiasi comunicazione sociale, il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominato, si considera quello che risulta dai libri sociali, o altro espressamente comunicato e richiesto da parte degli stessi.

## **Clausola compromissoria**

**Art. 33.** Tutte le controversie insorgenti tra i soci, ovvero tra i soci e la Società che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, quelle aventi ad oggetto la validità di delibere Assembleari e quelle promosse da amministratori, liquidatori e sindaci, ovvero nei loro confronti, saranno devolute ad un Collegio arbitrale composto di tre membri, nominato dal Presidente del Consiglio dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Milano entro trenta giorni dal deposito dell'istanza della nomina da parte dell'interessato più diligente.

In difetto di nomina entro tale termine, il Collegio Arbitrale sarà nominato dal Presidente del Tribunale competente per sede della Società su istanza della parte interessata più diligente.

Il Collegio Arbitrale, che provvederà a nominare il proprio Presidente, dovrà decidere in via irrituale secondo diritto.

Non possono essere oggetto della presente clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

Le modifiche ovvero la soppressione della presente clausola compromissoria devono essere approvate dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

## **Disposizioni finali**

**Art. 34.** Per tutto quanto non è contemplato nel presente statuto, si fa espresso riferimento al codice civile ed alle leggi speciali vigenti in materia di società.

### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide que et par le transfert de son siège social en Italie la Société emporte en Italie tous ses avoirs, tout son actif et tout son passif, tout compris et rien excepté, sans dissolution de la Société et sans qu'il soit procédé à sa liquidation, qui continuera d'exister dorénavant sous la nationalité italienne avec le maintien de sa personnalité morale.

### *Troisième résolution*

L'Assemblée examine et approuve, les comptes sociaux à savoir les bilan, les compte de pertes et profits arrêtés en date du 31 octobre 2013 tels que ces comptes sont soumis à l'Assemblée par le conseil d'administration.

Ces comptes sociaux sont à considérer comme comptes de clôture au Grand-Duché de Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Italie, comme pays d'accueil, une copie dudit bilan, après signature "ne varietur»" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte.

### *Quatrième résolution*

1. L'Assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et leur accorde, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

2. L'Assemblée fixe le nombre des administrateurs à 1 (un) et appelle Monsieur Lorenzo VALLARINO GANCIA, citoyen italien, né à Turin (Italie), le 20 juin 1930, demeurant à I-10121 Turin, Corso Matteotti 0 (zero), numéro fiscal: VLLLNZ30H20L219Q, à la fonction de gérant unique ("Amministratore unica"), jusqu'à révocation de son mandat ou sa démission.

### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide à l'unanimité de constituer et de nommer Monsieur Marco GAMBARO, citoyen italien, né à Busto Arsizio (Italie), le 28 avril 1966, demeurant à I-20022 Castano Primo, Via Palestro 3, numéro fiscal: GMBMRC66D28B300D comme mandataire spécial, agissant seul, avec plein pouvoir de substitution, afin de (i) modifier les Statuts refondus ainsi que l'acte de transfert du siège social si et comme demandé par les autorités italiennes pour l'immatriculation de la Société auprès du Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan et (ii) faire, exécuter et réaliser tout acte nécessaire ou accessoire afin de donner effet aux résolutions prises lors de cette Assemblée.

*Sixième résolution*

L'Assemblée confère à la société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "Paddock Corporate Services", établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 173016, tous pouvoirs pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes restant encore à accomplir en relation avec le transfert du siège et l'abandon de sa nationalité.

*Septième résolution*

L'Assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Entreprises ("Registro delle Imprese") de Milan et à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra.

Ce refus, pour quelque raison que ce soit, entraînera de plein droit l'annulation rétroactive des présentes résolutions et le retour à la situation de la Société à la date d'aujourd'hui.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille sept cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. UHL, M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2013. LAC/2013/55292. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013173726/525.

(130211438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

**Kalyna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.989.

L'an deux mille treize, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Mr René MALHERBE, retraité, né le 22 août 1942, à 's-Hertogenbosch, demeurant à Route de Plans Mayens 4, CH-3963 Crans Montana,

ici représentée par Monsieur Gianpiero Saggi, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 novembre 2013.

2) Lovi Consultancy BV, R.C. Amsterdam no 34357604, une société ayant son siège social à Herenweg 21-A, NL-2105 MB Heemstede, Pays-Bas,

ici représentée par Monsieur Gianpiero Saggi, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 novembre 2013.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent être les associés de la société à responsabilité limitée «Kalyna S.à r.l.», avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 161 989 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Me Martine SCHAEFFER, le 6 juillet

2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C le 8 septembre 2011 sous le numéro 2092. Les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis.

Toutes les cents (100) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent vingt cinq euros (EUR 125,-) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. Les associés présents ou représentés déclarent avoir été dûment convoqués à l'Assemblée et informés de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Décision de mise en liquidation volontaire de la Société;
- 2) Décharge au gérant unique;
- 3) Nomination d'un liquidateur et définition de ses responsabilités;
- 4) Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité des associés.

*Première résolution*

L'Assemblée décide de dissoudre et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de donner avec effet immédiat décharge au gérant unique, Lux Business Management S.à r.l. la durée de son mandat.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée désigne comme liquidateur «GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.», ayant son siège social à L-8308 Capelle, 89A, Pafebuch, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 43.298 en relation de liquidation volontaire de la société (le «Liquidateur») auquel sont conférés les pouvoirs prévus par les dispositions légales en vigueur.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de son actionnaire.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 décembre 2013. LAC/2013/55765. Reçu douze euros (EUR 12,-).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174863/69.

(130213567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

**Lux Relais Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 164.457.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013176970/12.

(130215291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**Good Media Investment Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.382.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 114.048.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la société tenue à Luxembourg en date du 9 décembre 2013*

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176775/12.

(130216253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**AC Balanced Real Return S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.508.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausend und dreizehn, den siebenundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Pierre Probst, mit Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die société anonyme Alceda Fund Management S.A., mit Gesellschaftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt unter der Nummer B 123356,

vertreten durch Herrn Jean-Claude Michels, Angestellter, beruflich ansässig in L-1736 Senningerberg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 27. November 2013.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (Société Anonyme), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1. Name.** Zwischen den erschienenen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als „Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé" („Investmentgesellschaft") mit dem Namen „AC Balanced Real Return S.A. SICAV-SIF" gegründet.

**Art. 2. Sitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich innerhalb der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat") kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Niederanven verlegt werden und es können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

**Art. 3. Geschäftszweck.** Ausschließlicher Geschäftszweck der Investmentgesellschaft ist, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen der Investmentgesellschaft und des Gesetzes von 2007 anzulegen und ihre Aktionären das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Investmentgesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Verwaltungsrat zur Erfüllung und Förderung dieses Gesellschaftszwecks für nützlich hält, und zwar im weitest möglichen Rahmen entsprechend dem Gesetz von 2007, jedoch ausschließlich im Rahmen der Beschränkungen des Emissionsdokuments.

**Art. 4. Dauer.** Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer errichtet.

## II. Kapital, Aktien und Nettoinventarwert der Investmentgesellschaft

**Art. 5. Kapital.** Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe des Netto-Fondsvermögens („Netto-Fondsvermögen“) der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) dem dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Die Investmentgesellschaft kann jederzeit weitere nennwertlose und voll eingezahlte Aktien ausgeben ohne, falls nicht vom Verwaltungsrat entschieden oder im Emissionsdokument angegeben, den bestehenden Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Artikel 21 des Gesetzes von 2007 in seiner geänderten Fassung vom 26. März 2012 dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

**Art. 6. Schwankungen des Kapitals.** Das Kapital der Investmentgesellschaft kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch die Investmentgesellschaft oder, sofern zulässig, der Rücknahme oder Einziehung von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern.

**Art. 7. Aktienklassen.** Die Investmentgesellschaft ist berechtigt eine oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit der Anlagepolitik gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Währung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils von der Investmentgesellschaft bestimmt werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse einzeln berechnet.

**Art. 8. Form der Aktien.** Aktien sind verbriefte Anteile und Unternehmensrechte an dem Fondsvermögen. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Es werden Namensaktien ausgegeben. Es werden lediglich vollständig eingezahlte Aktien emittiert. Die Aktien werden in der im Anhang des Emissionsdokumentes genannten Art der Verbriefung und Stückelung ausgegeben. Die Investmentgesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen. Sofern Namensaktien ausgegeben werden, werden diese von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Die Arten der Aktien werden in dem Anhang zum Emissionsdokument angegeben.

Alle von der Investmentgesellschaft begebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Register- und Transferstelle geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Aktionärs, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie die von ihm angegebene Adresse. Die Eintragung im Aktienregister gilt als eindeutiger Nachweis des Eigentums an den Aktien und die Investmentgesellschaft behandelt den eingetragenen Aktionär als uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer dieser Aktien.

Jeder Aktionär muss der Register- und Transferstelle eine Adresse, Telefaxnummer und E-Mail-Adresse, an die alle Einladungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben, die ebenfalls im Aktienregister eingetragen wird. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung an den Sitz der Register- und Transferstelle oder an eine andere vom Verwaltungsrat bestimmte Adresse. Falls ein Aktionär die Angabe einer Adresse unterlässt, kann die Investmentgesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Adresse durch den Aktionär der Geschäftssitz der Investmentgesellschaft oder eine andere von der Investmentgesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Adresse als Anschrift des Aktionärs.

Die Eintragung in das Aktienregister wird von der Register- und Transferstelle vorgenommen.

Nach der Ausgabe sind die Aktien einer Aktienklasse zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen der jeweiligen Aktienklasse, denen die Aktien angehören, berechtigt.

Jede Aktie ermächtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme in der Aktionärsversammlung. Aktien können mit Bruchteilen von bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden, wobei etwaige Differenzbeträge zwischen dem aufgerundeten Betrag und dem exakten Bruchteilbetrag der Investmentgesellschaft zustehen. Bruchteile von Aktien sind nicht stimm-berechtigt, jedoch zur Teilnahme an den Ausschüttungen und den Liquidationserlösen berechtigt.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur jeweils einen Eigentümer je Aktie an. Bei Aktien, die von mehr als einer Person gehalten werden, hat die Investmentgesellschaft das Recht, die Ausübung der mit diesen Aktien verbundenen Rechte so

lange auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer im Verhältnis zu der Investmentgesellschaft benannt ist. Gleiches gilt bei Konflikten zwischen einem Nutznießer und dem Besteller eines Nießbrauchsrechts bzw. zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

**Art. 9. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.** Die Investmentgesellschaft kann den Erwerb und das Eigentum von Aktien durch bestimmte Personen, insbesondere durch im Emissionsdokument definierte Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen („Ausgeschlossene Personen“), insbesondere wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder der Investmentgesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Investmentgesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als dem Großherzogtum Luxemburg unterworfen sein könnte. Natürliche Personen sind als Aktionäre ausgeschlossen. Zudem darf die Zahl der Aktionäre der Investmentgesellschaft zu keinem Zeitpunkt 100 übersteigen.

Stellt der Verwaltungsrat zu einem beliebigen Zeitpunkt fest, dass sich die Aktien direkt oder indirekt im Eigentum einer Ausgeschlossenen Person befinden oder in Verbindung mit einer anderen Person gehalten werden, so kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und ohne jegliche Verpflichtung

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Verfügung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Verfügung dazu führen würde, dass Ausgeschlossene Personen rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Verfügung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Investmentgesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Investmentgesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von Ausgeschlossenen Personen ergeben würde; und

c) die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Aktionärsversammlungen verweigern; und

d) unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens fünfzehn (15) Tagen die zwangsweise Rücknahme der Aktien vornehmen. Bei Rücknahme ist die Ausgeschlossene Person nicht mehr Eigentümer dieser Aktien. Die Kosten und Aufwendungen der zwangsweisen Rücknahme werden von den zurückgebenden Aktionären getragen. Die Auszahlung des jeweiligen Rücknahmepreises kann zu einem späteren Zeitpunkt, jedoch spätestens bei Liquidation der Investmentgesellschaft erfolgen. Alternativ hierzu kann der Verwaltungsrat von einer Ausgeschlossenen Person verlangen, dass sie, vorbehaltlich der Ausübung des Verkaufsrechtes gemäß Artikel 16 der Satzung, ihre Aktien an einen Sachkundigen Anleger verkauft.

Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt werden oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemandem anderen gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben war.

Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien weder an Ausgeschlossene Personen noch an Nicht-Sachkundige Anleger zu verkaufen oder zu übertragen.

**Art. 10. Ausgabe von Aktien.** Aktien werden an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettointinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 12 der Satzung, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten eines etwaigen Platzierungsagenten, dessen maximale Höhe in dem Anhang zum Emissionsdokument aufgeführt ist.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat im eigenen Ermessen Aktien zu einem nicht festgelegten Bewertungstag („Extra Dealing Day“), zu welchem eine gesonderte Bewertung und Abrechnung erfolgt, ausgeben.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

Zeichnungsanträge können bei der Register- und Transferstelle eingereicht werden. Maßgeblich für den Eingang des Zeichnungsauftrages ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle.

Vollständige Zeichnungsanträge, welche bis zu dem im Emissionsdokument bestimmten Zeitpunkt eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Antragsteller vorher unbekanntes Nettointinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat.

Vollständige Zeichnungsanträge, welche nach dem im Emissionsdokument bestimmten Zeitpunkt eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Register- und Transferstelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein,

wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Register- und Transferstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von fünf Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Referenzwährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

Sofern der Gegenwert aus dem Fondsvermögen, insbesondere aufgrund eines Widerrufs, der Nichteinlösung einer Lastschrift oder aus anderen Gründen, abfließt, nimmt die Verwaltungsgesellschaft die jeweiligen Aktien im Interesse der Investmentgesellschaft zurück. Etwaige, sich auf das Fondsvermögen negativ auswirkende, aus der Rücknahme der Aktien resultierende Differenzen hat der Antragsteller zu tragen. Fälle des Widerrufs aufgrund verbraucherrechtlicher Regelungen sind von dieser Regelung nicht erfasst.

**Art. 11. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes jederzeit verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil an der Investmentgesellschaft ganz oder teilweise ausgezahlt wird. Die Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat im eigenen Ermessen Aktien zu einem Extra Dealing Day, zu welchem eine gesonderte Bewertung und Abrechnung erfolgt, zurücknehmen.

Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie an dem Bewertungstag, an dem der Rücknahmeantrag wirksam wird, wobei ggf. gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes ggf. eine Rücknahmegebühr oder sonstige Kosten oder Gebühren (einschließlich einer eventuellen anteiligen Performancevergütung) in Abzug gebracht werden kann.

Verlangt ein Aktionär, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil an der Investmentgesellschaft ausgezahlt wird, so kann die Investmentgesellschaft die Rückzahlung bis zum Ablauf von sieben Monaten ab dem Tag, an dem der Rücknahmeantrag wirksam gestellt wurde, aussetzen, wenn die liquiden Mittel zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung nicht ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

Die Rücknahme von Aktien kann zudem ausgesetzt werden, wenn außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger erforderlich erscheinen lassen. Die Investmentgesellschaft wird der CSSF die Entscheidung zur Aussetzung der Rücknahme unverzüglich anzuzeigen und die Anleger durch eine Bekanntmachung über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien zu unterrichten.

Aktien, die zurückgekauft wurden, werden annulliert. Der Rücknahmepreis je Aktie wird grundsätzlich innerhalb von fünf Bankarbeitstagen nach der tatsächlich durchgeführten Rücknahme gezahlt.

Ferner kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen den einseitigen Rückkauf von Aktien beschließen, insbesondere um überschüssige Liquidität, statt im Rahmen von Ausschüttungen, an die jeweiligen Aktionäre zurückfließen zu lassen. Hinsichtlich eines jeden solchen Angebots zum Rückkauf wird dessen Annahme durch sämtliche Aktionäre ggf. der betroffenen Aktienklasse vorausgesetzt. Jeder solche Rückkauf wirkt sich proportional auf ihren jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die eingetragenen Aktionäre ggf. der betroffenen Aktienklasse rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert.

Sachausschüttungen der Investmentgesellschaft an Aktionäre sind ohne deren vorherige schriftliche Zustimmung unzulässig. Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass die Investmentgesellschaft gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes hierzu berechtigt ist, den Rückkaufpreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, per Sachausschüttung auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend den Bestimmungen in Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rückkaufpreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Aktien können grundsätzlich nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Verwaltungsrates auf Sachkundige Investoren, mit Ausnahme von Ausgeschlossenen Personen, übertragen werden.

Eine Übertragung von Aktien wird erst wirksam, wenn der Übertragungsempfänger schriftlich zustimmt, alle ausstehenden Verpflichtungen des Übertragenden in Bezug auf die übertragenen Aktien vollständig zu übernehmen, und sich in schriftlicher Form an die Bedingungen des Emissionsdokuments und der Satzung bindet, wonach der Übertragende von diesen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen entbunden wird (und für diese keine weitere Haftung übernimmt).

Sofern und solange die Aktien zum Sicherungsvermögen (wie in § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes definiert) eines deutschen Versicherungsunternehmens zählen und dieses deutsche Versicherungsunternehmen entweder gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes rechtlich zur Ernennung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich freiwillig einer solchen Verpflichtung unterworfen hat, darf über diese Aktien nicht ohne vorherige schriftliche Genehmigung des entsprechenden Treuhänders des Investors beziehungsweise dessen bevollmächtigten Vertreters verfügt werden.



Aktien, die direkt oder indirekt von einem deutschen Versicherungsunternehmen gehalten werden und Teil des Sicherungsvermögens oder sonstigen gebundenen Vermögens (wie in § 54 Abs. 1 oder § 115 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner geltenden Fassung definiert) sind oder von einer deutschen Kapitalanlagegesellschaft für Rechnung eines den Vorschriften des Investmentgesetzes unterliegenden Sondervermögens gehalten werden, können ungeachtet der für andere Investoren geltenden Übertragungsbeschränkungen frei übertragen werden und bedürfen keiner Genehmigung des Verwaltungsrates, sofern (i) der Übertragungsempfänger eine Versicherung, ein Sozialversicherungsträger, ein Pensionsfonds, eine Kapitalanlagegesellschaft, eine Stiftung oder ein Kreditinstitut ist oder (ii) der Übertragungsempfänger ein anderer institutioneller Investor ist, der entweder über ausreichende Bonität (Investment-grade-Rating) oder ausreichende geeignete Sicherheiten verfügt (iii) die Übertragung nicht zur Folge hat, dass Ausgeschlossene Personen Aktien halten und (iv) die Zahl der Aktionäre als Folge der Übertragung nicht 100 übersteigt. Als "Übertragung" gelten insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung und die Abtretung von Aktien und/oder Offenen Kapitalzusagen.

Mit der Übertragung übernimmt der Übertragungsempfänger sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung in Bezug auf diese Aktien; eine (subsidiäre) Haftung für diese Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten durch den bisherigen Investor ist nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

#### **Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.**

(1) Die Referenzwährung der Investmentgesellschaft ist der Euro (EUR).

Der Nettoinventarwert wird für jede Aktienklasse, falls vorhanden, in der betreffenden Fondswährung respektive (sofern relevant) in der jeweiligen Aktienklassenwährung zu jeden Bewertungstag berechnet.

Als Bewertungstag gilt jeder letzte Bankarbeitstag eines Monats im Großherzogtum Luxemburg sowie jeder andere durch den Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen zu Zwecken der Berechnung des Nettoinventarwertes bestimmte Tag.

(2) Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien wird der Wert des Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Soweit jedoch Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt diese Aktienwertberechnung für jede Aktienklasse getrennt.

Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrates auf drei Dezimalstellen auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass Tatsachen bekannt werden, aus denen sich ergibt, dass die vorhergehende Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien fehlerhaft war, diese vorhergehende Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(3) Die Vermögenswerte des Teilfonds können bestehen aus

a) Auf den Namen der Investmentgesellschaft eingetragene Immobilien, Grundvermögen und grundstücksgleiche Rechte;

b) Gesellschaftsanteile, Aktien und sonstige Beteiligungs- und Wertpapiere;

c) Schuldverschreibungen;

d) Barguthaben und sonstige Mittel, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;

e) Geldmarktpapiere;

f) Anteile an OGAW und vergleichbaren OGA;

g) Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen, einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf/der Verfügung von Aktien oder anderen Vermögenswerten;

h) Zinsen, die auf im Eigentum der Investmentgesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;

i) Ausschüttungen, auf die die Investmentgesellschaft einen Anspruch hat, soweit sie bekannt sind;

j) Nicht abgeschriebene Gründungskosten, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;

k) Allen übrigen Vermögenswerten jeder Art, einschließlich im Voraus entrichteter Kosten.

(4) Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

a) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert bewertet.

b) An einer Börse notierte oder in einem anderen geregelten Markt gehandelte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden zu den am Bewertungstag zuletzt verfügbaren Kursen der Börse bzw. an jenem geregelten Markt, der der Hauptmarkt für dieses Wertpapier bzw. Geldmarktinstrument ist, bewertet.

c) Wertpapiere (inkl. Gesellschaftsanteile, Aktien oder sonstige Beteiligungen), die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, (insbesondere beschränkt übertragbare Wertpapiere), werden auf der Grundlage der Bewertungsgrundsätze gemäß den „International Private Equity and Venture Capital Valuation

Guidelines (IPEV)" oder ähnlichen anerkannten, durch den Wirtschaftsprüfer nachvollziehbaren Bewertungsgrundsätzen ermittelt. Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, insbesondere wenn nach Ansicht des Verwaltungsrats diese nicht dem möglichen Verkehrswert entsprechen oder wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft und deren Aktionären liegt.

Schuldverschreibungen werden grundsätzlich zum Nominalwert zuzüglich Stückzinsen bewertet. Sollten Schuldverschreibungen im Freiverkehr erhältlich sein, wird auf Basis des letzten verfügbaren Kurses bewertet, Außerdem werden diese Schuldverschreibungen regelmäßig anhand von Modellbewertungen auf ein mögliches Impairment hin geprüft werden. Hierfür erfolgt ein Rückgriff auf die letztverfügbaren Controlling Unterlagen.

d) Der Wert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der am Bewertungstag zuletzt verfügbaren Kurse solcher Verträge an den Börsen oder geregelten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen gehandelt werden, berechnet; sofern eine Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

e) Der Wert von Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden (OTC-Derivate), entspricht dem Nettoliquidationswert des jeweiligen Bewertungstages, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet. Im Falle von Zinsswaps unter Bezugnahme auf die zugrunde liegende Zinsentwicklung.

f) OGAW oder OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis der am jeweiligen Bewertungstag vorliegt, bewertet.

g) Liquide Mittel werden mit deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

h) Nicht auf Euro lautende Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollte ein Wechselkurs nicht verfügbar sein, wird er nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder nach einem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

i) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese den Verkehrswert von Vermögenswerten besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltungsstelle kann sich auf diese zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwertes genehmigten Bewertungsmethode stützen; und

j) Besondere Bewertungsregeln betreffend einzelne Vermögenswerte können ggf. im Emissionsdokument geregelt werden.

(5) Die Verbindlichkeiten umfassen:

a) Darlehensverbindlichkeiten (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen) und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital zuzüglich etwaiger Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

b) Sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsvergütungen, Fondsberatungs- und Anlageberatungsvergütungen, Performancevergütungen, sonstige Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Gebühren der Depotbank, der Zahlstelle, der Register- und Transferstelle und der Zentralverwaltungsstelle);

c) Alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich ausgewiesener aber noch nicht gezahlter Ausschüttungen;

d) Angemessenen Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen der Investmentgesellschaft bis zum Bewertungstag basieren (z.B. latente Steuern), und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten ansieht; und

e) Alle übrigen Verbindlichkeiten, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten sind sämtliche von der Investmentgesellschaft zu zahlenden Aufwendungen zu berücksichtigen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen enthält Artikel 36.

Die Investmentgesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(6) Für die Berechnung des Nettoinventarwertes nach diesem Artikel gilt Folgendes:

a) Aktien, die ggf. gemäß dieser Satzung zurückgenommen oder eingezogen werden sollen, werden bis zu der Rücknahme beziehungsweise dem vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt in den Büchern als Aktien geführt, die sich im Umlauf befinden. Ab diesem Zeitpunkt bis zur Zahlung des Rücknahmepreises gilt dieser als eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft.

b) Die von der Investmentgesellschaft auszugebenden Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Anlagen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung lauten, werden unter Berücksichtigung des am Bewertungstag gültigen Marktkurs oder Wechselkurs bewertet.

d) Wenn sich die Investmentgesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

i. Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft ausgewiesen. Der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand der Investmentgesellschaft ausgewiesen;

ii. Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den die Investmentgesellschaft für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand der Investmentgesellschaft ausgewiesen. Der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht als Vermögensgegenstand der Investmentgesellschaft ausgewiesen. Sollte der genaue Wert der Gegenleistung am jeweiligen Bewertungstag unbekannt sein, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

iii. Sowohl bei Käufen als auch bei Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem geregelten Markt gelten die in diesem Punkt (d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag, der auf den Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs folgt. Wird die Transaktion durch einen Broker ausgeführt, ist der Tag maßgeblich, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt.

**Art. 13. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.** Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagkäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

**Art. 14. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien.** Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft oder der Aktionäre erforderlich erscheint.

In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle, auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückerstatten.

Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat den Besitz von Aktien durch jede Person, die in den Vereinigten Staaten von Amerika („USA“) steuerpflichtig ist einschränken oder verbieten. Als in den USA steuerpflichtige natürliche Personen werden bspw. diejenigen betrachtet, die,

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten oder
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind.

Als in den USA steuerpflichtige juristische Personen werden bspw. betrachtet

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US- Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem „Act of Congress“ gegründet wurde oder
- c) ein Pensionsfund, der als US-Trust gegründet wurde.

### III. Generalversammlung

**Art. 15. Rechte der Generalversammlung.** Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft

anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse eingreifen.

**Art. 16. Einberufung.** Die jährliche Generalversammlung wird nach den Bestimmungen des Luxemburgischen Rechts, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am dritten Dienstag im Juni eines jeden Jahres um 11.00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Fondsvermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

Die oben unter Absatz 2 und Absatz 3 aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Aktienklassen.

**Art. 17. Beschlussfähigkeit und Abstimmung.** Der Ablauf der Generalversammlungen bzw. der getrennten Generalversammlungen einer oder mehrerer Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz von 2007, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt. Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

**Art. 18. Die Liquidation der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz von Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Netto-Fondsvermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer Mehrheit von 25 % der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Netto-Fondsvermögen unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

**Art. 19. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.** Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

#### IV. Verwaltungsrat

**Art. 20. Zusammensetzung.** Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

- a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder
- b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

**Art. 21. Befugnisse.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

**Art. 22. Interne Organisation des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlageausschüsse für die Investmentgesellschaft zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

**Art. 23. Verwaltungsgesellschaft.** Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar

oder mittelbar mit dem Fondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise auf eigene Kosten übertragen.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

**Art. 24. Depotbank.** Die Investmentgesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in seiner jeweils gültigen Fassung, zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von neunzig (90) Tagen nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

**Art. 25. Fondsmanager.** Aufgabe des Fondsmanagers ist insbesondere die tägliche Umsetzung der Anlagepolitik und die Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft sowie andere damit verbundene Dienstleistungen zu erbringen. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen, wie sie im Emissionsdokument (nebst Satzung und Anhang) beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht unterliegen.

Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von der Investmentgesellschaft getragen.

**Art. 26. Anlageberater und Anlageausschuss.** Die Verwaltungsgesellschaft oder der Fondsmanager können unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

Der etwaige Anlageberater hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten beraten zu lassen. Er ist jedoch nicht berechtigt, ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, die Erfüllung seiner Aufgaben einem Dritten zu übertragen. Sofern der etwaige Anlageberater seine Aufgaben mit vorheriger Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft einem Dritten übertragen hat, so hat der etwaige Anlageberater die dafür entstehenden Kosten selbst zu tragen. In diesem Fall wird das Emissionsdokument entsprechend angepasst.

**Art. 27. Häufigkeit und Einberufung.** Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Sitzung des Verwaltungsrates wird mindestens 48 (achtundvierzig) Stunden vor dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Termin schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief oder Telefax gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

**Art. 28. Sitzungen des Verwaltungsrates.** Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen

Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im Einzelnen in Artikel 36 beschrieben sind.

**Art. 29. Protokolle.** Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

**Art. 30. Zeichnungsbefugnis.** Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft in einzelnen, konkret zu bestimmenden Fällen, durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift in einzelnen konkret zu bestimmenden Fällen oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

**Art. 31. Unvereinbarkeitsbestimmungen.** Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mit beraten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder einem etwaigen Platzierungsagenten (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

**Art. 32. Schadloshaltung.** Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

## V. Wirtschaftsprüfer

**Art. 33. Wirtschaftsprüfer.** Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden.

Das Mandat der/des Wirtschaftsprüfer(s) endet mit der ersten ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014.

## VI. Allgemeines und Schlussbestimmungen

**Art. 34. Verwendung der Erträge.** Der Verwaltungsrat kann die erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre ausschütten oder diese Erträge thesaurieren. Dies findet in dem Anhang zu dem Emissionsdokument Erwähnung.

Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 5 dieser Satzung sinkt.

Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten der Investmentgesellschaft.

Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Reinvestition des Ausschüttungsbeitrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen.

**Art. 35. Berichte.** Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

Spätestens sechs Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

**Art. 36. Kosten.** Die Investmentgesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Investmentgesellschaft und dem Angebot von Aktien. Die Gründungskosten können über einen Zeitraum von fünf (5) Jahren verteilt abgeschrieben werden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann aus dem Fondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung in dem Anhang zum Emissionsdokument aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

Ferner können der Investmentgesellschaft gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes Fondsmanagement- und Anlageberatungsvergütungen sowie etwaige Performancevergütungen belastet werden, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung in dem Anhang zum Emissionsdokument aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

Außerdem können der Investmentgesellschaft folgende (laufende) Kosten belastet werden:

a) In Luxemburg übliche Gebühren der Depotbank, Register- und Transferstelle, der Zentralverwaltung und etwaiger Zahlstellen. Ferner können diese Dienstleister zu Lasten des Vermögens der Investmentgesellschaft entstandene Auslagen und bankübliche Spesen (sowohl im Rahmen des Erwerbs oder Veräußerung als auch im Zusammenhang mit der Verwahrung von Vermögenswerten, hierin inbegriffen Gebühren eventueller Korrespondenzbanken sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen) in Rechnung stellen sowie ggf. transaktionsabhängige Gebühren vereinnahmen.

b) Alle angemessenen Kosten und Auslagen, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten, der Verwaltung und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence-Prüfung potentieller Investments, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird, als auch Kosten im Zusammenhang mit Absicherungsgeschäften.

c) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstausgabe von Aktien.

d) Sonstige Gebühren für bestimmte für die Investmentgesellschaft erbrachten Dienstleistungen, insbesondere für Verwaltungs-, Buchhaltungs-, und ähnliche Dienste, die im Zusammenhang mit den Anlagen der Investmentgesellschaft stehen.



- e) Kosten, die im Zusammenhang der Bewertung der Vermögenswerte entstehen.
- f) Die Kosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme oder Umtausch von Aktien.
- g) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft, dessen Einkommen und die Auslagen zu dessen Lasten erhoben werden.
- h) Kosten für die Rechts- und Steuerberatung, sowie Buchhaltung, die der Investmentgesellschaft entstehen sowie die angemessenen Kosten für Gutachter, Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute.
- i) Versicherungskosten.
- j) Kosten des Wirtschaftsprüfers.
- k) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in alle notwendigen Sprachen, insbesondere des Emissionsdokumentes, der Satzung, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufung, sofern möglich Anträge auf Bewilligungen in den Ländern, in denen die Aktien platziert werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen.
- l) Alle regelmäßigen anfallen Verwaltungskosten der Investmentgesellschaft und Tochtergesellschaften, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrates, ggf. anderer Gremien der Investmentgesellschaft, eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates sowie ggf. anderer Gremien der Investmentgesellschaft, einschließlich Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder.
- m) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses.
- n) Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax, und Telexgebühren und ggf. Mietkosten von Büroflächen.
- o) Die Verwaltungsgebühren, die bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der CSSF und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft.
- p) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung.
- q) Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren.
- r) Weitere Kosten der Verwaltung, einschließlich Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden.
- s) Etwaige Kosten für die Beurteilung der Investmentgesellschaft durch national und international anerkannte Rating-Agenturen.
- t) Von der Investmentgesellschaft zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovisionen, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten).
- u) Kosten für die Auflage von neuen Aktienklassen.
- v) gegebenenfalls Kosten für Performance-Attribution.
- w) gegebenenfalls Kosten, die im Zusammenhang mit der Implementierung, Nutzung und Wartung eines automatisierten Order-Management-Systems, oder sonstigen für den Fonds genutzten IT-Systemen (inklusive Hardware und Software) für den Fonds entstehen.
- x) Kosten betreffend des Währungs-Hedgings.
- y) angemessene Kosten für das Risikocontrolling bzw. Risikomanagement.
- z) Sonstiges.

Bei den von der Investmentgesellschaft erworbenen Vermögenswerten kann es sich um von Verbundenen oder nahestehenden Unternehmen der Verwaltungsgesellschaft und/oder des Fondsmanagers emittierte Vermögenswerte handeln. Ebenso können etwaige von den jeweiligen Emittenten dieser Vermögenswerte beauftragte Dienstleister Verbundene Unternehmen der Verwaltungsgesellschaft und/oder des Fondsmanagers sein.

Kosten, welche diesen jeweiligen Emittenten und ihren Dienstleistern für erbrachte Aufgaben entstehen, können sich auf Ebene der Emittenten niederschlagen und den Wert der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft negativ beeinflussen. Bei den damit verbundenen Aufgaben handelt es sich insbesondere um die Auswahl von geeigneten Projekten, die strukturelle Anbindung und die Bewertung dieser sowie die Verwaltung und Administration dieser Emittenten.

Ebenso kann es sich bei Projekten bzw. Projektgesellschaften selbst, welche durch diese Emittenten finanziert werden, um Verbundene oder nahestehende Unternehmen handeln. Kosten, die im Zusammenhang mit der Projektierung, der Projektkoordination, der Administration, Vertragsverhandlungen oder sonstigen die Projekte selbst betreffenden Tätigkeiten zusammen hängen, können den Wert der Vermögenswerte der Investmentgesellschaft indirekt negativ beeinflussen.

Durch die Entstehung der vorgenannten Kosten entsteht in der Regel weder den Investoren noch der Investmentgesellschaft ein Nachteil gegenüber dem Erwerb von Vermögenswerten von Gesellschaften, welche keine Verbundenen oder nahestehenden Unternehmen sind.

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Vermögen der Investmentgesellschaft angerechnet.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

**Art. 37. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 38. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 und/oder des Gesetzes von 2007 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.

**Art. 39. Maßgebliches Recht.** Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 entschieden. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

**Art. 40. Allgemeines.** Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz von Februar 2007 verwiesen.

#### *Übergangsbestimmungen*

- (1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.
- (2) Die erste Aktionärsversammlung wird im Jahr 2014 stattfinden.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital der Investmentgesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert. Das gesamte Gründungskapital wird von der Alceda Fund Management S.A., vorgenannt, gezeichnet.

Alle Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Investmentgesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

#### *Notargebühren*

Die von der Investmentgesellschaft zu tragenden Notargebühren werden mit sechstausend Euro (EUR 6.000,-) veranschlagt.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft*

Oben angeführte Person(en), die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt /vertreten, hat/ haben unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechters einberufen bekennt/ bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

- (I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt:
- (II) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a. Jost Rodewald, geboren am 31. Mai 1971 in Braunschweig, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

b. Ralf Rosenbaum, geboren am 30. Dezember 1968 in Ratzeburg, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

c. Boris Beltermann, geboren am 23. September 1969 in Hamburg, beruflich ansässig in Valentinskamp 70, D-20355 Hamburg, Bundesrepublik Deutschland

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2018.

- (III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Deloitte Audit, mit Sitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, RCSL B 67.895.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2014.

- (IV) Sitz der Investmentgesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

#### *Erklärung der Unterzeichner*

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Worüber Urkunde, aufgenommen in Ettelbrück am Datum wie eingangs erwähnt.

Der Erschienene, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden diese Urkunde vor dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Claude MICHELS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 28 novembre 2013. Relation: DIE/2013/14662. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur p.d. (signé): Recken.

FUR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Ettelbruck, den 11. Dezember 2013.

Référence de publication: 2013174529/786.

(130213440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

---

**Geosite C Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 127.719.

—  
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 05 décembre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI<sup>e</sup> section, siégeant en matière commerciale, a déclaré dissoute et a ordonné la liquidation de la société suivante:

- GEOSITE C S.à r.l., ayant eu son siège social à L-1930 LUXEMBOURG, 22 avenue de la Liberté, de fait inconnue à cette adresse.

Ledit jugement a ordonné aux créanciers de faire leur déclarations de créances au greffe du Tribunal de Commerce avant le 26 décembre 2013.

Pour extrait conforme

Me Joëlle NICLOU

Le liquidateur

Référence de publication: 2013177831/17.

(130216546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Fincater S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 144.055.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FINCATER S.A.

Référence de publication: 2013177796/12.

(130216795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Financière du Sabre d'Or S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 45.316.

—  
Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre, gehalten in Luxembourg am 14. November 2013

Aus dem Protokoll geht hervor:

- die Amtsniederlegung von Herrn Romain WAGNER wird mit sofortiger Wirkung angenommen;
- Herr Alex BENOY, geb. am 29.05.1954 in Luxembourg, beruflich ansässig in 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, wird zum Verwaltungsrat und zum delegierten Verwaltungsrat bis zur ordentlichen statutarischen Generalversammlung im Jahr 2015 ernannt.

Luxembourg, den 14. November 2013.

Référence de publication: 2013177794/15.

(130217249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**HaMer Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177845/10.

(130216958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**In der Schär S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8140 Bridel, 88C, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 121.438.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013178867/12.

(130218690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---

**Floorinvest Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 35.035.

Les Comptes annuels au 30/09/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 18/12/2013.

Pour FLOORINVEST HOLDING SPF S.A.

J. REUTER

Référence de publication: 2013177802/12.

(130217006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Luxury Trade S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 84.772.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 16 décembre 2013*

Il est décidé d'accepter la démission de Monsieur Massimo LISOT de son mandat d'administrateur de catégorie A et de Président du conseil d'administration avec effet au 14 novembre 2013.

Est nommé administrateur de catégorie A, avec effet au 14 novembre 2013, son mandat prenant fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

Monsieur Nicola BIONDO, né le 2 avril 1973 à Treviso (Italy), demeurant au 22/B Viale Brigata Treviso, I-31100 Treviso

Il est décidé d'élire Monsieur Nicola BIONDO comme Président du conseil d'administration.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176975/19.

(130215969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**Lealux Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 91.719.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour HOOGEWERF & CIE  
Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2013176946/11.

(130216449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**Anglo Platinum International, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.  
R.C.S. Luxembourg B 107.153.

*Extrait d'une résolution prise par l'associé de la société en date du 28 octobre 2013:*

Mme Joanna Wilesmith avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 15 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Référence de publication: 2013169450/12.

(130206626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**City One Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.  
R.C.S. Luxembourg B 151.924.

Les comptes annuels au 31 août 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour CITY ONE LUXEMBOURG S.à r.l.  
FIDUCIAIRE DES PME SA*

Référence de publication: 2013174646/11.

(130213431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

---

**Joining Hands International Co., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 5, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 105.624.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Signature*

Référence de publication: 2013178883/11.

(130217710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---

**Immobilière In der Ronnwies Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4032 Esch-sur-Alzette, 9, rue Bessemer.  
R.C.S. Luxembourg B 92.489.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178863/10.

(130218408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---

**Immo-Toitures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5380 Ubersyren, 51, rue de Mensdorf.  
R.C.S. Luxembourg B 110.152.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013178859/10.

(130218515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---

**Gattaca S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, 22, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 110.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013179844/10.

(130219707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

---

**Fiscalité, Comptabilité, Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.  
R.C.S. Luxembourg B 61.071.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Signature*

*Gérant*

Référence de publication: 2013175682/12.

(130214506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

---

**DKS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6914 Roodt-sur-Syre, 8B, rue du Moulin.  
R.C.S. Luxembourg B 168.572.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013175594/12.

(130215060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

---

**Fourvision, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 154.189.

Les comptes annuels au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177776/10.

(130217403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Ferani Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 27, rue de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 135.273.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/12/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013177787/10.

(130216788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

**Clickbus Holding II S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.  
R.C.S. Luxembourg B 182.422.

—  
STATUTES

**Excerpts of the limited partnership agreement (the "Partnership Agreement") of Clickbus Holding II S.C.Sp., a special limited partnership, Executed on 4 december 2013**

**1. Partners who are jointly and severally liable.** Clickbus (GP) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg trade and companies register (the "General Partner").

**2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.**

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Clickbus Holding II S.C.Sp." (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and Signatory powers.** The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner. The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (negligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

**4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.** The Partnership commences as from 4 December 2013, for an indefinite term.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

**Auszüge des Gesellschaftsvertrages (Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Clickbus Holding II S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft Luxemburger Rechts (Special Limited Partnership), Abgeschlossen am 4. dezember 2013**

**1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften.** Clickbus (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums

Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, und deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister noch aussteht (die "Komplementärin").

**2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.**

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: " Clickbus Holding II S.C.Sp."

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich E-Commerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

**3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin. Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt. Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

**4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird am 4. Dezember 2013 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2013172978/77.

(130211489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

---

**Conchita S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.

R.C.S. Luxembourg B 38.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 19 décembre 2013.

CONCHITA S.A. HOLDING

Référence de publication: 2013178639/11.

(130217978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---

**COMAT, Conter et Cie, Société Anonyme.**

Siège social: L-1274 Howald, 10, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 10.675.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178631/10.

(130218534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---



**Colmet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 48.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178628/10.

(130218657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

**Direct Management Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3378 Livange, 1, rue de Turi.

R.C.S. Luxembourg B 163.268.

- En vertu de l'acte de cession de parts du 21/11/2013,

La société Muller & Wegener Sàrl, établie en son siège social à L-1248 Luxembourg, 69 rue de Bouillon, inscrite au RCSL sous le numéro B4006, représentée par Monsieur Manuel HOEROLD, a transféré 400 parts sociales détenues dans la société à la Sàrl D.M.C. Finance, établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, inscrite au RCSL sous le numéro B163.124, représentée par son gérant unique.

- En vertu de l'acte de cession de parts du 29/11/2013,

Monsieur Nicolas KEMPNIICH, né le 16 novembre 1968 à Metz, demeurant à 175 rue de Metz, F-57525 TALANGE, a transféré 50 parts sociales détenues dans la société à Monsieur Samir LAIEB, né le 23 janvier 1980 à Thionville, demeurant à 34 boucle de Saint Exupéry, F-57310 GUENANGE.

- En vertu de l'acte de cession de parts du 25/11/2013,

Monsieur Jean-Charles MAIZIERES, né le 5 juin 1970 à Saint Dizier, demeurant à 38 Grand'Rue, Dodenom, F-57330 Roussy-le-Village, a transféré 70 parts sociales détenues dans la société à la Sàrl D.M.C. Finance, établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, inscrite au RCSL sous le numéro B 163.124, représentée par son gérant unique.

- En vertu de l'acte de cession de parts du 25/11/2013,

Madame Karine MAIZIERES, né le 26 mars 1967 à Vernon, demeurant à 38 Grand'Rue, Dodenom, F-57330 Roussy-le-Village, a transféré 64 parts sociales détenues dans la société à la Sàrl D.M.C. Finance, établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, inscrite au RCSL sous le numéro B 163.124, représentée par son gérant unique.

Les associés de la société sont à présent:

D.M.C. Finance . . . . .	744 Parts Sociales
Monsieur Samir LAIEB . . . . .	50 Parts Sociales
Monsieur Nicolas KEMPNIICH . . . . .	78 Parts Sociales
Monsieur Raffaele SERAFINO . . . . .	64 Parts Sociales
Monsieur Pierre KEMPNIICH . . . . .	64 Parts Sociales

Fait à Livange, le 19/12/2013.

*Le gérant*

Référence de publication: 2013178656/34.

(130217765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

**Zerno S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 34, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 52.109.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013178380/10.

(130216743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

**XTØ International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 143.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013178373/10.

(130216757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

**Silver Knight B Lyon 2013 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 181.906.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of November.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

TAMWEEVIEW EUROPEAN HOLDINGS S.A., a public limited liability company ("société anonyme") legally existing under the laws of Luxembourg, with registered address at 13, rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 93.081, here duly represented by Me Maxime BERTOMEU-SAVALLE, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a "société à responsabilité limitée" which such party declares to incorporate.

**Name - Object - Registered office - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company (the "Company"), governed by the present Articles and by current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on "sociétés à responsabilité limitée" (the "Commercial Companies Law").

**Art. 2.** The Company's name is "Silver Knight B Lyon 2013 S.à r.l.".

**Art. 3.** The Company's purpose is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company any assistance, loans, advances or guarantees;

(6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed;

(7) The Company may also perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose. The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estates;

(8) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

**Art. 4.** The Company has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's share capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his/her/its shareholding.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

**Art. 11.** The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

### Management

**Art. 12.** The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed, and his/her/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate its/her/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The Company shall not enter into any contract or commitment which commits the Company for a total expenditure over the terms of the contract or commitment in excess of EUR 500,000.- (five hundred thousand euro) without any such contract or commitment being approved by resolution of the sole manager or the board of managers (as the case may be).

The Company shall be bound towards third parties by the sole signature of the manager, or, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any 2 (two) managers.

However, for amount not exceeding EUR 500,000.- (five hundred thousand euro), the Company shall be bound by the sole signature of the manager or, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any 2 (two) managers or, in addition, by the joint signatures of any 2 (two) persons to whom such signatory power has been delegated by the manager or the board of managers (as the case may be).

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/their agency.

**Art. 13.** In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by a meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least two 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his/her/its proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

In case of plurality of managers, any meeting of the board of directors shall take place in Luxembourg and shall require the presence of at least two managers either present in person or by representative, which shall form a quorum.

Decisions of the board of managers, including the decisions pertaining to the annual accounts, are taken by the majority of at least 2 (two) managers participating in the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by 2 (two) managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

**Art. 14.** Any manager does not contract in his/her/its function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his/her/its mandate.

### General meetings of shareholders

**Art. 15.** In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

**Art. 16.** General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

### Financial year - Balance sheet

**Art. 17.** The Company's financial year begins on 1<sup>st</sup> January and closes on 31<sup>st</sup> December.

**Art. 18.** Each year, as of 31<sup>st</sup> December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 19.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

### Supervision of the company

**Art. 20.** If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more approved independent auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises agréés".

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/her/its/their mandate.

#### **Dividend - Reserves**

**Art. 21.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5 (five) percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

**Art. 22.** Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

#### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 23.** The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

**Art. 24.** The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding 3/4 (three quarters) of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

#### **Applicable law**

**Art. 25.** Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory measures*

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31<sup>st</sup> December 2013.

#### *Subscription - Payment*

The appearing party hereby declares to subscribe to the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares issued by the Company as follows:

- TAMWEELVIEW EUROPEAN HOLDINGS S.A., prenamed, subscribes to 12,500 (twelve thousand five hundred) shares.

All the shares have been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

#### *Estimate of Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers:

- Mr Khaled Mohammed Abul Husain Al Khajeh, private employee, born on 01 November 1974 in Abu Dhabi, United Arab Emirates, residing in Corniche Street 211, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, United Arab Emirates;

- Mr Mohamed Ahmed Darwish Karam Al Qubaisi, private employee, born on 26 January 1984 in Abu Dhabi, United Arab Emirates, residing in Corniche Street 211, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, United Arab Emirates;

- Mr Marcus Jacobus Dijkerman, director, born on 5 November 1962 in Schiedam, the Netherlands, residing in 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Robert van't Hoeft, director, born on 13 January 1958 in Schiedam, the Netherlands, residing in 4A, rue Bruch, L-6930 Mensdorf, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Martinus Cornelis Johannes Weijermans, director, born on 26 August 1970 in S'Gravenhage, the Netherlands, residing in 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The managers shall serve for an undetermined duration.

2) The Company shall have its registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

In faith of which we, the undersigned notary has set hand and seal in Luxembourg City, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

### **Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour de novembre.

Par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

TAMWEEVIEW EUROPEAN HOLDINGS S.A., une société anonyme constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 93.081, ici représentée par Me Maxime BERTOMEU-SAVALLE, avocat, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant en cette qualité, a requis du notaire instrumentant de dresser les statuts suivants (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

### **Dénomination - Objet - Siège - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

**Art. 2.** La dénomination de la société est «Silver Knight B Lyon 2013 S.à r.l.».

**Art. 3.** L'objet de la Société est:

1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;

3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

5) D'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés (les «Sociétés Affiliées»), tout concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers de Sociétés Affiliées);

6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;

7) La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet. La Société pourra aussi faire l'acquisition, la gestion, le développement, la vente et la location de tout bien immobilier, meublé ou non, et en général, pourra accomplir toutes opérations liées au dit bien immobilier à l'exception de celles réservées aux marchands de biens; et

8) De manière générale faire toute chose apparaissant à la société comme étant favorable à l'accomplissement de l'objet de la société, tel que susmentionné.

**Art. 4.** La société a son siège social dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique (selon le cas).

#### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Le montant du capital de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décision et chaque associé à un nombre de droit de vote proportionnel aux nombre de part qu'il détient.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

**Art. 11.** La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) dans les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé de la même classe en proportion de leur participation dans le capital social ou de la classe de parts sociales concernée représentés par leurs parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes issues des réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

#### Gérance

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas obligatoirement associé(s) de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.



Le(s) gérant(s) peut/peuvent être révoqué(s) ou remplacé(s) ad nutum à tout moment avec ou sans justification par une résolution de l'assemblée générale des associés ou par une décision de l'associé unique (selon le cas).

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) ad hoc qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant (s) de la Société.

Aucun contrat ou engagement liant la Société supérieur à 500.000,-EUR (cinq cent mille euros) ne pourra être conclu ou pris sans avoir été approuvé par des résolutions du gérant ou du conseil de gérance (selon le cas).

La Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de 2 (deux) gérants.

Néanmoins, pour tout montant inférieur à 500.000,- EUR (cinq cent mille euros), la Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de 2 (deux) gérants ou, en outre, par la signature conjointe de 2 (deux) personnes à qui le gérant unique ou le conseil de gérance (selon le cas) aura délégué le pouvoir de signature.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

**Art. 13.** En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité de voix, aura un vote prépondérant. Le président présidera toutes réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance sera présidé par un gérant présent et nommé dans cette intention. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant de la Société peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence d'au moins deux gérants en personne ou représentés, laquelle sera constitutive du quorum.

Les décisions du conseil de gérance, notamment celles se rapportant aux comptes annuels sont adoptées à la majorité d'au moins deux gérants participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par deux gérants.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, téléfax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

**Art. 14.** Tout gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

### Assemblée générale des associés

**Art. 15.** En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas, 1 (une) assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

**Art. 16.** Les assemblées générales des associés sont convoquées et les résolutions écrites des associés sont proposées par le conseil de gérance, ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié, un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou de la première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 17.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 18.** Chaque année, au 31 décembre, le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

**Art. 19.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

### Surveillance de la Société

**Art. 20.** Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommé(s) par l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'«Institut des réviseurs d'entreprises».

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé peut/peuvent être nommé(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat/s.

### Dividendes - Réserves

**Art. 21.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pourcent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais seront à nouveau obligatoire si la réserve légale redevient inférieure à ce seuil de dix pourcent.

L'assemblée des associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider à tout moment qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au prorata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

**Art. 22.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou le gérant unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 23.** L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider de la dissolution et la liquidation de la Société.

**Art. 24.** L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant 3/4 (trois-quarts) du capital social, devra désigner un ou plusieurs liquidateur(s) personne(s) physique(s) ou morale(s) et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs ainsi que leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

### Loi applicable

**Art. 25.** Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

#### *Dispositions transitoires*

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2013.

#### *Libérations - Apports*

La partie comparante déclare par la présente souscrire aux 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales comme suit:  
- TAMWEEVIEW EUROPEAN HOLDINGS S.A., prénommée, souscrit à 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales.

Les parts sociales ont été entièrement payés en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire soussigné.

#### *Estimation des frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élèvent à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

*Décisions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant la totalité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants:

- M. Khaled Mohamed Abul Husain Al Khajeh, employé privé, né le 1<sup>er</sup> novembre 1974 à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, avec adresse au 211 Corniche Street, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis.

- M. Mohamed Ahmed Darwish Karam Al Qubaisi, employé privé, né le 26 janvier 1984 à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, avec adresse au 211 Corniche Street, P.O. Box 3600, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis.

- M. Marcus Jacobus Dijkerman, administrateur, né le 5 novembre 1962 à Schiedam, Pays-Bas, avec adresse au 46 A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- M. Robert van't Hoeft, administrateur, né le 13 janvier 1958 à Schiedam, Pays-Bas, avec adresse au 4A, rue Bruch, L-6930 Mensdorf, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Martinus Cornelis Johannes Weijermans, administrateur, né le 26 août 1970 à S'Gravenhage, Pays-Bas, avec adresse au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte de constitution est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

En foi de quoi nous, le notaire soussigné avons dressé à Luxembourg à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, es qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: M. BERTOMEU-SAVALLE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 21 novembre 2013. Relation: DIE/2013/14280. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 26 novembre 2013.

Référence de publication: 2013165719/556.

(130202198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2013.

---

**Le Jardin d'Amandes S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6471 Echternach, 12, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 101.630.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177966/9.

(130217215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Le Hameau, Société Anonyme.**

Siège social: L-9515 Wiltz, 71, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 142.163.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013177965/9.

(130217406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Le Pique Assiette S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4750 Pétange, 3-5, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 118.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013177967/10.

(130217199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Le Beau S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4973 Dippach, 161, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 54.867.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LE BEAU SARL*

Référence de publication: 2013177964/10.

(130217235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**OCM Luxembourg Wembley Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.449.

---

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172506/11.

(130210062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

---

**Europlàtre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4451 Belvaux, 334, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.096.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2013175648/11.

(130214851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

---

**Catur Investments sp. z.o.o. Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 160.224.

---

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 de Catur Investments spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013175466/12.

(130213920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

---

**G5 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 105.399.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013177843/10.

(130217558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**JMB Lipton S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l' Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 76.353.

---

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013177917/10.

(130216578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**Anglo American Amapa Investments, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 179.955.

---

*Extrait d'une résolution prise par l'associé de la société en date du 7 novembre 2013:*

Mme Joanna Wilesmith avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 15 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Référence de publication: 2013169430/12.

(130206627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**Anglo Chile Investments, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 111.826.

---

*Extrait d'une résolution prise par l'associé de la société en date du 23 octobre 2013:*

Mme Joanna Wilesmith avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 15 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Référence de publication: 2013169446/12.

(130206616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**Aircraft Solutions Lux IV S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.056.

---

Les comptes annuels de Aircraft Solutions Lux IV S.à r.l. B155056 au Décembre 21, 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aircraft Solutions Lux IV S.à r.l.

Référence de publication: 2013174509/11.

(130213009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

---

**Vis Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.842.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 11 décembre 2013.*

*Résolutions:*

L'assemblée, après lecture des lettres de démission de Monsieur Luca Checchinato et de Madame Emanuela Corvasce de leurs fonctions d'administrateurs, décide d'accepter leurs démissions avec effet au 2 décembre 2013.

L'assemblée nomme comme nouveaux administrateurs, avec effet immédiat, Monsieur Giovanni Spasiano, employé privé, résidant professionnellement au Carré Bonn, 20 rue de la Poste L-2346 Luxembourg et Monsieur Emmanuel Bri-ganti, employé privé, résidant professionnellement au Carré Bonn, 20 rue de la Poste L-2346 Luxembourg, leurs mandats ayant comme échéance celle de leurs prédécesseurs.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VIS Capital S.A.  
Société Anonyme  
Signature

Référence de publication: 2013174444/19.

(130212323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

---

**Dyle Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.303.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 11 décembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013172123/11.

(130210614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

---

**MOBIK Africa SA, Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 147.742.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013174981/11.

(130213311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

---

**Koromo S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 153.725.

—  
Le Bilan du 1<sup>er</sup> avril 2012 (date de constitution de la société) au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013174873/11.

(130213485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

---

**Meritas Luxembourg Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 41.928.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.415.

—  
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associée unique de la Société en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013 que:

1. Monsieur John J. Park et Madame Françoise Bommensatt ont été révoqués de leur poste de gérants de catégorie A de la Société avec effet immédiat.

2. Monsieur Andrew Szafran, né le 14 septembre 1966 à New-York, Etats-Unis d'Amérique et demeurant professionnellement au 630 Dundee Road, Suite 400, Northbrook, IL 60062, Etats-Unis d'Amérique a été nommé en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée.

3. Monsieur Ronan Deseroux, né le 24 janvier 1964 à Neuilly-sur-Seine, France et demeurant professionnellement au Collège du Lemman, Route de Sauvigny, 74, CH-1290 Versoix, Suisse a été nommé en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée.

4. Monsieur Eric Israel, né le 30 juin 1973 à Illinois, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 630 Dundee Road, Suite 400, Northbrook, IL 60062, Etats-Unis d'Amérique a été nommé en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013178022/24.

(130217123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

---

**V Mortgage Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 182.686.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 3 décembre 2013*

L'associé unique a pris acte de la démission de M. Jakub Jasica de son poste de gérant de la Société avec effet au 4 décembre 2013.

*Conseil de gérance*

En date du 3 décembre 2013, l'associé unique a décidé de nommer comme gérants de la Société, avec effet au 3 décembre 2013, et pour une durée indéterminée:

- M. Jean Roger Lemaire, né le 10 juillet 1953 à Bastogne, Belgique, demeurant au 12A, rue Randlingen, L-8366 Hagen, Grand-duché de Luxembourg, gérant;

- M. Teunis Akkerman, né le 30 décembre 1948 à Dirksland, Pays-Bas, demeurant au 15, rue Jean-Pierre Kommes, L-6988 Hostert, Grand-duché de Luxembourg, gérant; et

- M. Rishi Biswas, né le 15 octobre 1981 à Santa Ana, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 8500 Normandale Lake Blvd, Suite 1500, Minneapolis, MN 55437, Etats-Unis d'Amérique, gérant.

En conséquence de quoi, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- M. Jean Roger Lemaire, gérant;

- M. Teunis Akkerman, gérant; et

- M. Rishi Biswas, gérant.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

V Mortgage Investment Holdings S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013179308/28.

(130218324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

---